



COMMUNIQUÉ

Mme la ministre de la fonction publique, Marylise Lebranchu, a ouvert le lundi 12 novembre la concertation sur « l'amélioration durable des conditions de vie au travail des fonctionnaires » et agents publics. C'est assez paradoxal quand, dans le même temps, le Président de la république et le Premier ministre annoncent des mesures inquiétantes pour l'emploi public dans le cadre du pacte national pour la croissance, la compétitivité et l'emploi. Inquiétantes, car nous savons bien que cette soi-disant modernisation de la Fonction Publique est sous tendue par la recherche d'économies qui déshumanisent les relations de travail, amènent à une perte de sens du travail et provoquent de grandes souffrances pour l'ensemble des agents.

En tout état de cause, la CGT Fonction Publique demande qu'en préalable, un bilan de l'accord qu'elle a signé en 2009 soit effectué et qu'une réunion soit dédiée à ce sujet. Nous nous sommes engagés par la signature de cet accord et aujourd'hui nous constatons que trop peu d'avancées concrètes ont eu lieu. Mme la ministre a déclaré vouloir mener plusieurs concertations. Mais, la CGT reste en attente de ce bilan afin de commencer, sur des bases partagées, les discussions sur ces futurs chantiers.

Montreuil, le 16 novembre 2012